

Le peuple togolais veut le changement !

En 2005, à la mort de son père Gnassingbé Eyadéma, qui a dirigé le pays d'une main de fer durant 38 ans, Faure Gnassingbé lui succède grâce au soutien de l'armée, puis réélu en 2005 et 2010 lors de scrutins tronqués.

Ca bouge !

Le 19 août dernier, à Lomé et dans de très nombreuses villes du pays, des dizaines de milliers de manifestants répondant à l'appel du Parti national panafricain, et de son leader Tikpi Atchadam, réclament le départ immédiat du président de la République. Depuis les manifestations se succèdent ; plus d'une centaine de morts sont recensés. L'opposition a une triple revendication :

- le retour à la Constitution de 1992 qui limitait la fonction présidentielle à deux mandats (votée à plus de 97 %), avec un scrutin à deux tours,
- une réforme constitutionnelle permettant à la diaspora de voter
- et le départ immédiat de Faure Gnassingbé.

Fin janvier, sous pression de la CEDEAO un compromis est trouvé entre le pouvoir et l'opposition : ouverture de négociations le 15 février et arrêt des marches avant cette date...

Un calme qui cache la tempête ?

Le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, accepte d'être médiateur, "mission kamikaze" comme le souligne Ben Tchak (le courrier de la République du 12 février), avant d'ajouter : Le record de dialogues est en passe d'être battu par le Togo, le 27^{ème} (depuis 1990 !) n'est pas de nature à honorer l'intelligence des acteurs politiques mais cette dynamique qui ne porte rien de probant insulte tout simplement le génie créateur des leaders impliqués dans la gestion des affaires de la cité. Le pays a besoin d'opérer des réformes pour solder les passifs de tous les jours que nous trainons comme un boulet.



Une du journal L'Alternative (23/02/2018)



Tag sur les murs de Lomé

Un débat central s'inscrit en amont de cette négociation : l'armée doit-elle y participer ? Car si les uns disent "le RPT/UNIR n'est que le côté cosmétique et l'armée est le vrai acteur du côté du régime". (Liberté du 12 février). D'autres évoquent cette "idée farfelue" se basant sur l'article 147 de la Constitution qui stipule "Les Forces Armées togolaises sont une armée nationale, républicaine et apolitique. Elles sont entièrement soumises à l'autorité politique constitutionnelle régulièrement établie...". L'armée ne participera pas (officiellement) aux négociations.

Les Togolais auprès desquels j'ai pu échanger à ce sujet naviguent entre "espoir et inquiétude". Espoir qu'enfin une solution mette fin au règne de la famille Gnassingbé et que le pays retrouve sa prospérité. Inquiétude, mêlée de désespoir et de révolte (souvent intériorisée) que ce dialogue soit semblable aux précédents : échec ou accord non tenu...

Prévue sur 10 jours, la négociation débute véritablement le 19 février. Y participent sept membres de l'UNIR et autant de représentants des 14 partis d'opposition. Ces derniers posent comme préalable sept exigences avec comme élément central la libération de tous les détenus politiques arrêtés depuis le 19 août dans le cadre des manifestations ainsi que ceux arrêtés dans l'affaire des incendies des marchés de Lomé et de Kara¹. Ce dialogue tourne court dès le 23 février... Avec, en langage diplomatique, un communiqué qui précise "Les parties ont convenu de se retrouver à une date ultérieure décidée ultérieurement". Les titres des journaux sont d'une autre tonalité : "La suspension avant le fiasco... 2020 : l'armée, le chantage de Faure... Le pouvoir tombe les masques... Les coulisses d'un dialogue mort-né..."

Et la population ?

Dans un article intitulé "Togo : comment mettre fin à la faim" Denise Eyram Alhigo évoque la situation très inquiétante du pays "A ce jour d'après la FAO 0,8 million de Togolais sont sous alimentés entre 2014 et 2016. 2,4 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire grave entre 2014-2016. 100 000 enfants de moins de cinq ans sont en situation d'émaciation et le nombre d'enfants qui ont un retard de croissance en 2016 est de 300 000. Le nombre de femmes en âge de procréer et souffrant d'anémie est de 900 000 en 2016 (contre 700 000 en 2005). Des chiffres qui montrent la récente remontée de la malnutrition, de l'insécurité alimentaire et de la faim au Togo..." En effet,

Voyager autrement

TOGO

... / ...

une majorité de la population est dans une économie de survie où règnent les ventes à la sauvette (assurées par des enfants de 10 ans jusqu'aux anciens de 70 ans), les taxis-motos, activité favorite dans les centres urbains pour "gens fauchés", les petits travaux journaliers, etc. Dans ce contexte morose, les églises "business" prolifèrent. Elles exploitent le désœuvrement et le quotidien difficile en promettant des jours meilleurs... Les dysfonctionnements sociétaux sont majeurs, durant ce mois de février, nombre d'écoles et de structures de santé sont fermées, le personnel en grève...

Des initiatives

Dans ce contexte des initiatives naissent ici ou là à grand renfort de courage et d'abnégation de la population.

Nagbati est un village de 500 habitants, près de Mango. En 2007, las de voir leurs enfants traîner les parents décident de construire une école en banco (terre) puis se cotisent pour assurer le salaire de l'instituteur (un jeune du village scolarisé jusqu'en seconde) - 20 € par mois -... leur motivation et leur persévérance remontent jusqu'au bureau de l'inspecteur du primaire, qui les met en lien avec l'association Aide et Action pour y apporter de la qualité : formation des enseignants, lutte contre les violences, scolarisation des filles, etc. et obtient (grâce au concours de l'Unicef) la construction d'un bâtiment en dur, car l'école n'a pas survécu aux intempéries et les cours se tiennent désormais... sous les arbres. La dynamique se poursuit aujourd'hui, deux des trois enseignants sont financés par l'Etat (et le troisième toujours par les parents). Qu'il en faut de la motivation, de la persévérance pour ces parents "éloignés de tout" dont la quasi-totalité n'a jamais été scolarisée afin de bâtir, pas à pas, un projet pour leurs enfants, concevoir que le développement ne se réalisera pas sans compétences et qu'il faut les acquérir dès le plus jeune âge.

"Une des grosses carences de la formation professionnelle c'est qu'elle ne prend pas suffisamment en compte les aspects concrets, elle ne développe pas la capacité d'agir des jeunes. Tant et si bien que lorsqu'ils se trouvent en situation d'activité, ils exécutent mais n'ont pas d'esprit d'initiative" me dit Ruth. Cependant, des jeunes cherchent à développer une activité qui leur permet de sortir de cette notion de survie pour envisager plus sereinement l'avenir. Je pense à Rose qui, avec sa sœur, a conçu un élevage porcin et se débat dans des méandres administratifs, à Essinu qui vient de créer



Classe sous les arbres, école du village de Nagbati

un restaurant servant une dizaine de repas, à Idrile qui a emprunté pour acheter de la vaisselle afin de la louer lors de manifestations...

Aimé, avec son entourage, vient de créer la société Africa Innovation Management pour assurer la gestion de la **savonnerie Kari-Kari**. Elle emploie des saisonniers en fonction des besoins. "Ils sont payés à la tâche et sur une bonne journée, ils peuvent se faire 6 000 FCFA (9 €) alors que le salaire mensuel le plus courant est de 40 à 50 000 FCFA". Confection à partir de produits locaux avec des huiles essentielles, des parfums naturels d'une gamme de savons dont les vertus thérapeutiques et hygiéniques viennent d'être certifiées par un organisme indépendant... Il en faut de l'énergie et de la détermination pour ces jeunes, car les soutiens de l'Etat n'existent guère "j'ai été primée par l'Etat et récompensée par un prêt bancaire, mais il n'a été débloqué que deux ans plus tard".

"On en a ras le bol, me dit Adzoto. On aspire à un changement radical à la tête de l'Etat car, comme nos parents, nous n'avons connu que la famille Gnassingbé à la présidence et l'on voit où cela nous mène. Nous les jeunes, on ira jusqu'au bout. On veut se construire un avenir !" L'éditorialiste du quotidien Liberté du 12 février, reprend la citation de Gandhi, qui pourrait se graver au front de la détermination populaire en ce mois de février "Tout compromis repose sur des concessions mutuelles. Mais il ne saurait y avoir de concessions lorsqu'il s'agit de principes fondamentaux !"

Philippe Savoye

1/ En janvier 2013, les marchés de Lomé et de Kara partent en fumée. La police arrête plusieurs leaders de l'opposition, qui sont inculpés. Toujours au point mort, l'enquête révèle que ces incendies furent déclenchés par du kérosène... dont les réserves se trouvent à l'aéroport de Lomé gardées par l'armée...

N.B. : Compléments et davantage de photos à lire et voir sur notre site www.ciip.fr